

Fiche projet - Coopérer autrement en acteur de changement (CAAC)



Informations générales

PROJET EN COURS

Date de début : janvier 2014

Date de fin : décembre 2021

Localité : Guinée

Zones d'intervention : [Afrique de l'Ouest](#)

Pays d'intervention : [Guinée Conakry](#)

Budget : --

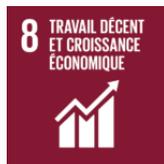
Financeurs régionaux : --

Financeurs nationaux : --

Autres financeurs : CFSI, Fondation des MFR

Secteurs d'intervention : [Action sociale](#), [Agriculture - Souveraineté alimentaire](#), [Éducation](#)

Objectifs de Développement Durable



Porteur du projet

Guinée 44

Type de structure : ASSOCIATIONS, Antenne d'association nationale

Pays d'intervention : [Guinée Conakry](#)

Secteurs d'intervention : [Agriculture - Souveraineté alimentaire](#), [Croissance économique - Emploi](#), [Eau - Assainissement](#)

Adresse : 8, rue Saint Domingue, 44200 NANTES

Représentant : M. Alpha Oumar KEBE

Le CAAC est un programme engagé par le CFSI entre 2014 et 2018 dans le but de développer et financer des opérations engagées par les ONG membres du CFSI dans sur quatre continents. Ce programme a été prolongé jusqu'en 2021 afin de consolider les actions engagées.

L'ambition du CAAC est d'impulser, expérimenter des pratiques de coopération et enrichir la réflexion collective afin de lutter contre les inégalités, la pauvreté et de mettre en place des actions en faveur d'un développement durable. Le CAAC a inscrit ses orientations en cohérence avec les Objectifs du Développement Durable (ODD).

Ce programme s'est construit autour de deux axes centraux :

- Associer divers acteurs (la société civile et les pouvoirs publics) pour construire de véritables synergies sur les territoires à différentes échelles locales, nationales et internationales
- Amener les acteurs impliqués à passer d'une aide d'un territoire à un autre à la mise en lumière des interdépendances.

Contexte

LA JEUNESSE, L'AVENIR DE LA GUINÉE

En Guinée, près de la moitié des habitants a moins de 15 ans. La jeunesse de la population est une chance pour le pays et son développement mais c'est avant tout un défi éducatif car chaque année, une majorité d'enfants sort du système scolaire sans qualification ni possibilité de poursuivre leur parcours en formation professionnelle.

La formation professionnelle et technique reste déficitaire, inadaptée et faiblement financée. Pourtant, le taux de chômage des jeunes est de 70%. Face à cette situation, des solutions sont à trouver. Guinée 44 s'est rapidement engagée aux côtés de la jeunesse : formation et aménagement d'équipements sportifs dans les années 1990, accompagnement de la jeunesse dans la vie locale par la formation et le développement de la vie associative dans les années 2000, puis ouverture au monde économique par la recherche et le soutien à des projets d'activités collectives génératrices de revenus (AGR).

Aujourd'hui, l'engagement est résolument en faveur de l'éducation et de la formation professionnelle de jeunes citoyens ouverts au monde et engagés économiquement et socialement sur leur territoire dans les filières d'emplois de l'économie locale principalement dans l'agriculture et l'artisanat.

DE LA RUE À L'ÉCOLE

L'insertion socio-professionnelle des jeunes a toujours été l'un des axes majeurs de la mission de Guinée 44. Les implications de l'association ont varié au cours du temps, selon les intérêts et le contexte socio-économique du pays.

Renouer les liens entre jeunes et adultes

Dans les années 1990, à Kindia – comme dans d'autres villes en Guinée – le phénomène de bandes de quartiers (les « grains », les « gangs ») regroupant une jeunesse désœuvrée et socialement abandonnée, devenait source de violence et d'inquiétude pour la vie de la cité. En multipliant les espaces de sports collectifs dans les quartiers, en encadrant des entraînements et des formations sportives, en créant des Maisons des jeunes, une bibliothèque, une salle de spectacle, Guinée 44 les a détournés des enjeux de conflit, de rivalité et de violence entre bandes de jeunes.

Rendre les jeunes acteurs de la vie locale

Le cap tenu au cours des années 2000 a été déterminant pour l'avenir des jeunes et leur reconnaissance. Le développement de la vie associative était au cœur du projet. L'enjeu n'était plus seulement la paix et la tranquillité des quartiers mais bien l'occasion donnée aux jeunes de s'organiser collectivement, de se former et de s'affirmer dans les associations impliquées dans les loisirs, la vie sociale ou économique de la ville.

En dix ans, 120 associations de jeunes ont vu le jour : véritables espaces de formation et d'actions ouverts aux jeunes. Si leur engagement personnel a pu enrichir les individus, l'implication collective a contribué grandement à leur reconnaissance, leur valorisation et à leur insertion dans la vie citoyenne de la ville.

Permettre aux jeunes de se former en tant que professionnels et citoyens

La migration actuelle de jeunes guinéens par centaines vers la France et l'Europe suscite la perplexité : le pays n'est pas en guerre, pas de régime totalitaire. Mais au delà des histoires chaotiques et douloureuses de certains jeunes, une grande désespérance : « pas de travail, pas de formation, pas d'avenir pour nous en Guinée ! »

80 % de la population s'investit dans une agriculture familiale de subsistance. Aucune formation au plan national ne prépare au métier d'agriculteur de base. Dans des conditions pourtant favorables (terre, eau, soleil), les faibles rendements et l'insuffisance alimentaire traduisent les graves défaillances d'une agriculture que les jeunes fuient comme un travail de misère sans avenir.

Le projet d'accompagnement des Maisons Familiales Rurales de Guinée est au cœur de cette problématique : démontrer concrètement aux jeunes ruraux que l'agriculture peut évoluer et faire vivre une famille, que la formation proposée garantit une réelle technicité pour un métier d'avenir.

Publics concernés

Les jeunes ruraux

Partenaires locaux

En France, les Fédérations des Maisons Familiales Rurales de la Sarthe et de la Mayenne.

En Guinée, les Maisons Familiales Rurales de Friguyagbé et de Kolaboui.

Objectifs du projet

L'ambition est d'apporter une réponse à des besoins en matière de formation et d'insertion professionnelle des jeunes afin d'engager des améliorations aux conditions de vie des habitants sur un territoire. Ces changements s'inscrivent dans un processus durable d'évolution qui vise à redonner à la jeunesse espoir dans l'avenir.

Activités

A/ Construire un projet de formation des jeunes avec les acteurs du territoire, la société civile, les représentants des collectivités territoriales et les services de l'Etat, et inscrire cette démarche dans les politiques publiques guinéennes.

Deux grandes étapes pour atteindre cet objectif :

- **Construire un partenariat de projet avec les Maisons Familiales Rurales (MFR)**, notamment l'Union Nationale des MFR Françaises pour la l'Education et l'Orienteation et les Fédérations des MFR de Sarthe et de Mayenne) afin de mettre en synergie les compétences en matière de développement de Guinée 44 avec celles du mouvement MFR en matière de formation et de pédagogie. Un travail qui s'est organisé en 3 phases : connaissance, complémentarité, co-construction.
- **Construire un partenariat d'action avec les acteurs du territoire.** Cette dimension s'est mise en place en 3 étapes : Sensibilisation des différents acteurs : représentants des organisations paysannes, des associations locales (adultes et jeunes), des Collectivités territoriales, des Ministères de la formation professionnelle et de la

jeunesse sur l'intérêt du projet

Mobilisation de ces mêmes acteurs pour engager le travail de création d'une association MFR impliquant les acteurs au territoire, et créer les conditions pour former les jeunes, les motiver, trouver les terrains de stage pour l'expérimentation pratique en impliquant les pouvoirs publics et les organisations professionnelles dans la reconnaissance de cette formation

Réalisation de formations d'abord en direction des adultes afin d'expérimenter la pédagogie de l'alternance et vérifier la pertinence en matière de formation.

B/ Construire, renforcer le lien de territoire à territoire afin d'identifier les interdépendances et les enjeux communs, et permettre aux jeunes de s'ouvrir au monde et aux autres.

Pour Guinée 44, il s'agit d'inscrire cette démarche dans le cadre de ses actions de solidarité Internationale pour faire émerger des partenariats et de la solidarité entre les territoires des Pays de la Loire et ceux de la Guinée. Cela s'est concrétisé avec l'implication des Fédérations MFR de la Sarthe et de la Mayenne en lien avec deux territoires où se sont créées les associations MFR en Guinée.

Pour les MFR de la Sarthe et de la Mayenne, cela leur permet de concrétiser et d'alimenter leur projet pédagogique « Education au Monde et aux Autres » en apportant leur expérience et leur expertise dans le domaine de la pédagogie et de la formation.

Ensemble, les MFR françaises et guinéennes ont un objectif commun : Former des jeunes à un métier et les accompagner à la prise de responsabilités afin qu'ils deviennent des citoyens acteurs de changement, engagés à l'échelle locale, mais aussi des citoyens du monde.

Ensemble, elles identifient des enjeux communs entre leurs territoires : La formation des jeunes ruraux, l'avenir et le développement des territoires non seulement sur le plan économique mais aussi social et culturel.

Résultats

Le principal résultat attendu de cette implication au sein du CAAC à travers le projet de formation professionnelle est :

D'inscrire cette action dans une démarche de développement local et mesurer les changements de postures et de pratiques mais aussi de :

- Renforcer des dynamiques collectives territoriales pour construire les changements avec la société civile et les collectivités
- Mettre en place des formations pour les jeunes et créer les conditions de leur insertion sociale et professionnelle
- Faire vivre un réel partenariat entre les MFR françaises et guinéennes, notamment à travers des échanges entre les membres des conseils d'administration et entre les jeunes afin de renforcer la vie associative et créer des espaces d'échanges
- Inscrire le lien de territoire à territoire dans la construction de nos futurs projets.